

L'hon. Donald Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si la Chambre me le permet, j'aimerais indiquer les travaux que nous entreprendrons d'ici au vendredi 4 octobre inclus. Nous commencerons, les députés le savent, par la motion de crédits provisoires. Une fois son étude terminée, nous continuerons le débat sur la motion visant à former un comité chargé d'étudier les procédures de révision des actes établis en vertu de lois. Une fois ce débat terminé, nous appellerons trois résolutions relatives au financement agricole, c'est-à-dire visant à modifier la loi sur le crédit agricole, la loi sur le crédit accordé aux syndicats des machines agricoles et la loi sur les prêts aux améliorations agricoles. Il serait souhaitable qu'au moment où le bill dont Votre Honneur nous a annoncé ce matin l'arrivée de l'autre endroit pourrait être examiné en vertu du Règlement, la discussion soit interrompue afin qu'on étudie le bill visant à modifier la loi sur la publication des lois pour permettre au Parlement de se déclarer quant à la forme sous laquelle publier les lois, avant que d'autres mesures reçoivent la sanction royale.

Sous réserve de notre étude de la loi sur la publication des lois, nous continuerons après l'examen des bills de financement agricole, à étudier le projet de résolution qui précède le bill visant à autoriser la construction du prolongement de Windfall des chemins de fer Nationaux du Canada, étude qui pourrait peut-être être entreprise après consultation.

En présumant que la Chambre ait disposé de la mesure sur le chemin de fer de Windfall, nous passerions ensuite à la deuxième lecture des bills de financement agricole, du bill des paiements anticipés pour le grain des Prairies et du bill des postes. Bien entendu, il est difficile de prédire la longueur des débats sur chaque bill; d'ailleurs, les événements imprévus entrent en ligne de compte.

M. Baldwin: Compte tenu de la nature litigieuse et difficile du bill omnibus concernant le Code criminel et du fait que cette mesure traite de cinq questions précises et comporte un certain nombre de changements de fond en plus de changements de procédure, le ministre voudrait-il étudier avec son collègue le ministre de la Justice la possibilité d'arrêter une date prochaine pour la présentation, au moins, du projet de loi, afin que le gouvernement puisse profiter des avis de l'opposition quant à la meilleure manière de traiter ce projet de loi à l'étape de la deuxième lecture?

[M. Baldwin.]

Le gouvernement semble tellement indécis, maintenant, qu'il pourrait profiter des avis que lui donneraient les députés de ce côté-ci de la Chambre.

L'hon. M. Macdonald: Je serai heureux de discuter de cet aspect avec mon collègue, et je le remercie de sa proposition.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au sujet de lundi? Vu que des arrangements se prennent pour que des députés assistent aux funérailles du premier ministre du Québec, pourrait-il y avoir une entente qui autoriserait l'Orateur à retarder l'ouverture de la séance de lundi après-midi jusqu'à leur retour? Au besoin, nous pourrions ensuite siéger sans arrêt.

L'hon. M. Macdonald: Il serait préférable que la Chambre se réunisse à deux heures et demie, mais que la séance soit suspendue jusqu'au retour des députés dont a parlé le représentant de Winnipeg-Nord-Centre.

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LES PROJETS D'AVENIR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Je pose ma question au premier ministre. Étant donné que quinze jours ont passé depuis l'ouverture du Parlement, le gouvernement est-il maintenant en mesure de faire une déclaration à la Chambre sur l'expansion et les projets futurs de la Devco?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Je laisse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources le soin de répondre à cette question.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je n'ai pas entendu la question. Le député aurait-il l'obligeance de la répéter?

M. MacInnis: Peut-être devrais-je attendre que le ministre de la Justice donne ses directives au ministre? Étant donné que quinze jours se sont écoulés depuis l'ouverture du Parlement, le gouvernement est-il en mesure de faire rapport sur l'expansion et les projets futurs de la Devco?